



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 28. Mercredi 29 Juin 1921.

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

LES DESTRUCTEURS ET LES CREATEURS.

Les émigrés de la bourgeoisie russe qui assiègent les antichambres des ministères étrangers, et d'après eux les ministères eux-mêmes des Etats bourgeois accusent les communistes d'être la seule cause de la désorganisation qui a pénétré toutes les branches de l'économie nationale en Russie.

Toute la bourgeoisie claironne avec un ensemble parfait que la "suppression de la propriété privée et de l'initiative personnelle dans les villes a ruiné irrésistiblement la production".

Or il suffit de prendre quelque peu connaissance de l'état de choses réel pour voir clair et pour comprendre tout le mensonge des lamentations bourgeoises. Prenons par exemple les machines agricoles. En 1913, l'industrie russe fabriquait environ 6 millions 400.000 pouds de machines agricoles. La Russie en importait une masse à peu près égale de l'étranger.

Pendant toute la durée de la guerre impérialiste il n'a rien été reçu de l'étranger. Pendant 7 ans la Russie a manqué de la moitié des machines agricoles qui lui sont indispensables. Pendant la guerre civile, les usines qui fabriquaient les machines agricoles et qui se trouvent dans les provinces de Tauride, de Kherson et d'Ekaterinoslav, étaient entre les mains des blancs. Or la production de ces usines atteignait 4 millions 700.000 pouds.

Voilà pourquoi il est si difficile d'améliorer du premier coup la situation de l'agriculture en Russie. Même avant la guerre civile et avant la révolution, alors que personne ne réduisait l'initiative privée de la bourgeoisie, alors que la propriété privée était inviolable, l'exploitation capitaliste menait le pays à la ruine.

Le "Journal du Commerce et de l'Industrie" dans son numéro 119 de 1917 écrivait ce qui suit: Pendant la guerre les municipalités rurales ont commandé 6935 semeuses, elles en ont reçu 108, 19.400 moissonneuses, sur lesquelles aucune n'a été obtenue, 11.110 batteuses, dont 142 ont été reçues. Dans l'ensemble pour le printemps 1917, 2% des commandes a été exécuté. Pendant la seconde année de la guerre l'agriculture a dû limiter sa consommation du métal et le déficit du matériel agricole a atteint 50 à 90%.

Cela se passait avant octobre 1917, au moment où messieurs les capitalistes dominaient à leur convenance, ou les bolchéviks remplissaient les prisons et les forteresses. Or la situation, d'après le journal socialiste-révolutionnaire "Vlast Naroda" du 21 juin 1917, était en certains endroits telle qu'elle est décrite ici: "Des troupes entières de foules, d'après la Ligue des Coopératives de crédit de Melekes, viennent nous réclamer du fer en feuilles, pour ferrer les chevaux, pour faire des jantes... nos recherches, nos efforts pour recevoir quoi que ce soit n'aboutissent à rien".

Le menchévik Valentinov, dans sa brochure: "La Révolution et le programme agraire des socialistes révolutionnaires" publiée en août-septembre 1917, écrit à la page 49: "Ici ce n'est plus une simple menace contre le développement des forces productrices, c'est le fait de la dissolution complète de la richesse économique à un point tel que la plus riche récolte risque de périr sur pied faute d'être ramassée".

A la page 50, Valentinov écrit: "Sous le souffle destructeur de la guerre, l'agriculture commence à reculer jusqu'aux périodes primitives de l'économie naturelle. Les villages, saturés de papiers qui ne vaut plus rien, sont prêts à proposer aux villes l'ancien mode d'échange en nature, produit contre produit".

Voilà ce qui se passait en juin 1917, d'après l'aveu du "Journal du Commerce et de l'Industrie", des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Dès 1917, la Russie était acculée par l'exploitation bourgeoise à la dissolution complète de la richesse économique. C'est absolument à faux qu'en mai 1921 Strouvé a déclaré au Congrès de la classe commerçante et industrielle à Paris dans son rapport sur "le résultat économique du régime communiste: "le coup d'Etat communiste a été le point de départ et la cause d'une

réaction économique d'un caractère bien net: la réaction de l'exploitation naturelle.

Tout au contraire, cette réaction était la conséquence de l'exploitation bourgeoise et la révolution communiste, loin d'accélérer ce processus, l'a ralenti. Elle n'a pas pu l'arrêter, parce que la bourgeoisie indigène et internationale a obligé la Russie à faire la guerre trois années durant. Mais aujourd'hui qu'on nous laissera peut-être en repos, nous saurons guérir les conséquences de l'exploitation bourgeoise et améliorer rapidement l'économie rurale.

Les légendes et les mensonges répandus par la bourgeoisie émigrée, soutenus sans réserves par Martov, Tchernov et autres héros de l'opportunisme sont refutés immédiatement dès qu'on prend connaissance de l'histoire. Ils sont refutés par des témoignages provenant du camp de la bourgeoisie et des socialistes opportunistes.

Les ennemis de la Russie Soviétiste, dont nous avons fait la critique avec les

armes, aujourd'hui repoussés et battus, sont démasqués et couverts de confusion encore une fois lorsque nous prenons l'arme de la critique.

La vérité triomphera. La vérité c'est que grâce seulement à la révolution communiste, qui a fait participer les masses à l'œuvre gouvernementale, la Russie a pu non seulement ne pas périr, ne pas être réduite à l'état de colonie, mais supporter l'assaut des 5/6 de l'univers, repousser les ennemis et entreprendre la création de sa prospérité économique.

Aucun Etat bourgeois n'aurait pu en faire autant. Cela a été accompli par une Russie ignorante et misérable, uniquement grâce à la révolution communiste, qui a chassé à l'étranger la bourgeoisie et ses valets "socialistes", les mettant ainsi hors d'état de nuire au prolétariat russe. Si le moment est venu aujourd'hui de construire, c'est parce que les communistes ont détruit la bourgeoisie.

N. KOUZMINE:

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

Sixième séance.

La sixième séance du Congrès de l'Internationale Communiste s'est ouverte le 27 juin à midi 30, sous la présidence de Loriot.

On adopte la proposition de Loriot réclamant, vu l'arrivée de trois délégués du parti socialiste italien, la continuation de la discussion du rapport Zinoviev et des questions allemande et italienne.

La parole est donnée au camarade Maltsan (de l'opposition du parti communiste allemand) pour faire une déclaration. Il proteste contre les reproches adressés par Radek dans son discours d'hier à l'opposition du parti communiste allemand et déclare qu'au moment de l'insurrection de mars les membres de l'opposition ont dans leur ensemble fait leur devoir.

Radek répond à Maltsan. Le représentant, dit-il, de l'opposition du parti communiste allemand n'attribue des paroles que je n'ai pas prononcées. Mes reproches visaient Richard Müller et Daumig. Daumig lui-même n'a-t-il pas écrit que sa conscience ne lui avait pas permis de prendre part aux actions de mars. Je tiens seulement à dire que pas plus Maltsan que Neumann n'ont pas élevé un seul mot contre les déclarations de Daumig.

Le camarade Lepic représentant de l'aile gauche du parti socialiste belge, lequel assiste au Congrès à titre d'invité prend la parole. Depuis, dit-il, que nous avons reçu l'invitation de l'Exécutif nous avons réussi à nous détacher du parti socialiste belge et nous espérons participer au prochain congrès en qualité de représentant d'un parti autonome. L'orateur fait le tableau des difficultés inouïes au milieu desquelles s'est accomplie leur action et ce par suite des persécutions dont ils sont l'objet de la part des héros de la deuxième internationale. Vandervelde s'est particulièrement distingué en l'occurrence, disposant dans ce but en qualité de ministre de la justice de la machine gouvernementale. Huysmans prononce au parlement des discours hostiles à la Russie soviétiste et à l'Internationale Communiste. De Brouckère répand des photographies truquées à l'effet de discréditer le pouvoir soviétiste. Le mouvement communiste belge déclare Lepic est encore jeune et nous avons besoin d'établir des relations régulières avec l'Internationale Communiste. Vandervelde, déclare Lepic, a dit que la guerre avait tué l'idéal. Ce n'est pas vrai. Les ouvriers belges et leurs organisations de parti sont suffisamment forts pour démontrer le contraire à Vandervelde.

Le camarade Markovitch (Yougo-Slavie) prend la parole, Zinoviev, dit-il, a déclaré que l'Exécutif redoutait de voir dans notre parti des récidives de centralisme. Or le parti communiste de Yougo-Slavie est issu du parti socialiste serbe qui pendant vingt ans a lutté inlassablement contre cette tendance. Après l'écroule-

ment de la monarchie austro-hongroise et le parti socialiste a hérité de l'opportunisme autrichien le plus détestable et dans une plus grande mesure de l'opportunisme hongrois. Nous leur avons fait une guerre implacable et remporté une victoire complète. Markovitch s'arrête sur les conditions spéciales dans lesquelles le parti yougo-slave a été contraint de travailler. La bourgeoisie a proclamé ouvertement sa dictature. Il y a de cela cinq mois elle a accusé le parti communiste de vouloir s'emparer du pouvoir et l'a réduit à devenir un parti illégal. Quant à la question italienne il y a déjà longtemps qu'elle était pour nous tout ce que il y a de plus clair et nous avons commencé la lutte contre Serrati bien avant l'Exécutif. Passant au parti communiste allemand Markovitch déclare que les ouvriers de Allemagne ont fait preuve du plus grand esprit révolutionnaire mais que les leaders se sont montrés trop faibles. Les chefs n'ont pas été capables d'évaluer à sa juste valeur la brillante conjoncture qui s'était créée au moment des actions de mars. Quant à Lévi si on avait pris à son égard des mesures radicales avant l'apparition de son article on aurait ainsi évité la crise qui s'est produite par la suite.

Kolarov (Bulgarie) approuve l'attitude de l'Exécutif à propos des questions d'Italie, de Tchéco-Slovaquie, de la France et de l'Allemagne. Kolarov constate l'absence d'un seul et même esprit dans le parti communiste français. Nous sommes convaincus, dit-il, que de bons communistes travaillent dans ce parti mais l'organe central de ce dernier n'est pas dominé par une idée unique. Le parti n'a pas non plus une attitude bien définie à l'égard des Syndicats.

Le camarade Zetkin prend ensuite la

parole. Camarades, dit Clara Zetkin, Zinoviev a procédé avant-hier à la lecture de l'acte d'accusation, qui a été continuée hier par Radek. Sur la question italienne, qui a causé ma sortie du Comité Central, je dois dire ce qui suit: de discours de Zinoviev, Radek, Heckert et d'autres orateurs encore, j'ai rapporté l'impression que cette question a été trop largement examinée. Il aurait fallu la considérer comme la question du prolétariat italien, lequel, par malheur pour nous, n'est pas encore entré moralement avec assez de fermeté dans le domaine du communisme. On a beaucoup parlé de la conduite traîtresse de Serrati. Par malheur je n'ai pu encore me faire de jugement sur l'affaire Serrati, pour la raison que la politique de ce dernier n'est pas claire. Pour moi, camarades, les personnes ne jouent aucun rôle. Ce qui importe, ce sont les masses, qui, je le regrette d'ailleurs, suivent encore Serrati. Les événements de septembre nous ont montré que le Parti Italien n'était pas en état de se rendre maître de la situation et de l'utiliser pour s'emparer du pouvoir politique.

On a dit ici que le Comité Central du Parti Italien a discuté deux jours pour savoir s'il fallait oui ou non commencer la révolution. D'après moi il aurait été préférable que le Comité Central prit la décision de commencer la lutte avec tou-

tes ses forces. Alors on aurait vu jusqu'à quel point nous étions avancés dans le chemin de la révolution. Mais ce n'était pas la faute de Serrati, qui était alors en route vers l'Italie. Il n'est pas permis non plus de lancer l'accusation contre la majorité du groupe Serrati, car ce parti que nous considérons avec fierté et admiration, était loin d'être au point de vue des idées et de l'organisation ce qu'il devait être. Il ne s'agit pas seulement des chefs, mais aussi des masses prolétariennes qui n'étaient pas plus progressives que les chefs. A mon avis, si les masses italiennes avaient été révolutionnaires, elles auraient trouvé une issue dans n'importe quelle situation militante et, par dessus la tête de leurs chefs, seraient entrées dans la lutte politique.

Heckert (de sa place): C'est ainsi que les Scheidemaniens ont justifié leur trahison de 1914.

Camarades, c'est un fait historique que les chefs sont au même niveau que les masses. Evidemment la conduite des chefs peut avoir parfois une importance décisive, mais très souvent un prolétariat mûr envoie des chefs nouveaux remplacer les anciens. Je dis cela, non point pour diminuer la faute des chefs politiques, mais parce que je veux montrer que le Comité Exécutif de l'Internationale aurait dû favoriser de tous ses moyens la création d'un parti italien unique dans sa pensée et dans sa forme organique. J'ai approuvé entièrement la décision par laquelle le Comité Exécutif ordonne au parti de se désolidariser du groupe de Turatti, s'il veut appartenir à la IIIème Internationale. Mais lorsque la question s'est posée de se désolidariser du groupe Serrati, il est survenu des difficultés résultant de ce que ce groupe entraîne avec lui de vastes masses prolétariennes qui ont montré dans le passé et dans le présent qu'elles cherchent loyalement le chemin du communisme et de la IIIème Internationale. Voilà quelle était mon opinion. non point que j'aie des tendances vers une politique centriste ou semi-centriste, mais parce que je savais que parmi ces masses il y a beaucoup de camarades organisés en syndicats et en coopératives que nous aurions pu utiliser pour combattre la politique réformiste et opportuniste.

Voilà pour quelles raisons je demandais qu'on fasse l'essai de garder dans le parti la majeure portion des unitaristes du groupe Serrati, en éloignant seulement Serrati lui-même. J'étais convaincu que si même Serrati restait une fois dans un fort parti communiste, il devrait ou bien mener une politique loyale ou bien se démasquer de telle façon que le dernier des ouvriers comprendrait sa fausseté. Voilà pourquoi j'estime que les représentants du Comité Exécutif de l'Internationale auraient dû trouver un moyen pour s'entendre avec nos camarades de l'aile gauche et aussi avec les partisans de Serrati. Cela nous aurait permis d'attirer avec nous dans le parti communiste des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers. Sous ce rapport la résolution proposée par moi au Comité Central du Parti répond dans l'ensemble à celle des représentants du Comité Exécutif.

En premier lieu cette résolution réclamait l'exclusion immédiate de Turatti. Elle constatait que Serrati a commis une grande erreur en ne faisant pas dans les six mois après le second Congrès une proposition sur la façon dont il fallait opérer la scission et en préférant à Livourne s'unir au groupe des 14 mille turattiens plutôt qu'au parti communiste avec ses 68.000 prolétaires. Ensuite la résolution constatait qu'il n'existe en Italie qu'un seul parti communiste, le Parti Communiste d'Italie.

Camarades, cette résolution n'était pas centriste: la preuve en est que le Comité Exécutif de l'Internationale dans une de ses séances l'a adoptée à l'unanimité.

Lorsque je revins d'Allemagne, on me dit qu'il fallait s'occuper de nouveau de la question italienne pour deux raisons: 1) parce que Paul Levi dans une assemblée du parti à Berlin avait interprété la résolution prise dans l'esprit de Serrati, 2) parce que le représentant du Comité Exécutif étant arrivé à Livourne avait déclaré que la tactique suivie jusqu'à ce jour devait être modifiée. Je ne pense pas que la personnalité de Levi ait joué un si grand rôle. Il suffisait au Comité Central de déclarer que Levi n'exprimait pas son opinion, s'il interpré-

taut la résolution autrement, et ne parlait qu'en son nom personnel. On nous proposa une autre résolution Talheimer-Stoecker, qui fut repoussée par la majorité du Comité. L'ancienne résolution fut adoptée à nouveau à la majorité, sous une forme plus précise, de telle sorte qu'on pouvait espérer qu'elle ne serait pas interprétée dans l'esprit de Serrati. Il faut rappeler ici que le représentant du Comité Exécutif en Italie déclara cette résolution suffisante.

Je n'aurais rien à objecter à la déclaration de guerre contre Serrati, mais non pas contre son groupe tout entier, car se serait un coup dirigé contre beaucoup d'ouvriers qui veulent entrer dans le parti communiste. A mon avis, combattre tout son groupe serait politiquement peu intelligent, et voici pourquoi. Lorsque Serrati vint à Berlin, je me livrais avec lui à une fine diplomatie. Il me fut dit que Serrati était en pourparlers avec les membres, du Comité Central du Parti et que ce dernier avait décidé d'adresser au Comité Exécutif de l'Internationale la proposition d'expédier en Italie une commission spéciale pour se mettre d'accord avec le parti communiste, exclure immédiatement le groupe de Turatti et trouver le moyen de faire la scission. J'ai voulu noter cela sur le papier et l'adresser au Comité Central, Kurt Geyer s'est chargé de porter la lettre à Moscou. Je dis à Serrati que s'il désirait en effet s'entendre avec le Parti Communiste et l'Internationale, il ne suffisait pas d'agir par l'intermédiaire du Comité Central de notre parti. Il devait inviter de Comité Central du Parti Italien à s'adresser lui-même à Moscou. Serrati consentit. Ainsi je m'efforçais de le nettre au pied du mur et d'avoir une arme contre lui. Mais Serrati ne tint point parole.

Le représentant du Comité Exécutif en Italie a dit que la scission italienne devait servir d'exemple aux autres, qu'il fallait nettoyer aussi le parti français. Il était d'avis qu'il ne nous faut pas de partis de masses, mais des partis petits et purs. Il déclara nettement que le parti devait se composer non point de recrues, mais des membres instruits, capables de s'orienter dans chaque situation. Ce même représentant me dit ensuite personnellement: „Votre parti aussi, camarade Zetkin est devenu trop grand. Il faut le diminuer. Je pense au contraire que notre parti est trop petit. Il faut l'augmenter non seulement en quantité mais aussi en qualité. Un parti communiste doit transformer la quantité en qualité. Alors, me fondant sur les paroles du représentant du Comité Exécutif, je posai la question du parti de masses ou des petites sectes de propagande. Il ne m'est jamais venu à l'idée que le représentant du Comité Exécutif dans une situation aussi sérieuse et grave que celle de Livourne et de Berlin put agir ainsi à la légère.

Je dois encore dire que je n'ai jamais redouté d'être en minorité, comme il est arrivé dans la question du parlementarisme lorsque mes camarades du Comité Central cessèrent de me soutenir et que je dus supporter toute seule toute cette lutte. Je le demande qui peut dire que pendant mes 40 années d'activité je me suis jamais refusée à quelque travail que ce soit, à quelque fonction ou obligation que ce soit? Voilà pourquoi vu la gravité de la situation j'ai jugé impossible de demeurer plus longtemps au Comité Central. On considère ma retraite comme une infraction à la discipline, mais je ne serais pas partie si cela avait dû affaiblir le parti. J'ai estimé que dans les circonstances données je n'étais pas à ma place, qu'au lieu d'être un élément de force je deviendrais un élément de dissolution. J'espère que le président du Comité Exécutif de l'Internationale me comprendra. Il sait par expérience qu'il y a des moments où les camarades les plus dévoués au parti dans certaines circonstances politiques ne peuvent pas rester dans le parti.

Je reconnais que la politique de Serrati est une politique de réformisme et d'opportunisme. Le parti communiste peut-il vouloir combattre le fascisme contre-révolutionnaire par de pieux discours? A la force il faut répondre par la force. A mon avis il ne suffit pas que le Congrès exige l'exécution des 21 conditions, il faut à tout prix exiger que le parti socialiste italien se désolidarise de Turatti. Alors quelques mots au sujet de Levi. D'après moi l'affaire de Levi n'est pas seulement une question de discipline mais un problème politique. Pour en juger justement il faut la mettre en rapport avec l'ensemble de la situation politique et j'estime qu'on peut traiter la question en même temps que celle de la tactique du parti communiste ouvrier d'Allemagne et surtout en même temps que l'action de mars. Au cas contraire, c'est tout le contexte historique qui nous échappe. J'ai toujours déclaré que je ne partage pas toutes les paroles de sa dernière brochure mais je ne suis pas non plus d'accord avec les opinions exprimées par

certaines camarades sur cette brochure. Je n'ai rien contre, si le Congrès, après examen de la question replacée dans le cadre historique que je viens d'indiquer, prend maintenant telle ou telle décision dans l'affaire de Levi.

Après le discours de Clara Zetkin, la séance est déclarée close.

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Séance du 18 juin.

La séance est ouverte par Zinoviev à 6 heures et demie du soir.

Zinoviev: Nous allons continuer les débats sur la question française.

La porte: Les orateurs qui se sont succédés ont parlé surtout contre la tendance dite „de gauche“ des jeunesses communistes de France. Mais je ne pense pas que nos conceptions puissent entrer dans le cadre de „la maladie infantile du communisme“. Il a été question de nos rapports avec notre parti: Nous voulons maintenant descendre plus profondément dans les débats; nous avons déclaré que depuis le congrès de Tours la ligne générale directrice du Parti Communiste n'avait pas changé. On avait adopté les 21 conditions, mais dans la pratique on s'est totalement refusé à les appliquer. Et nous avons cité comme exemple celui de la classe 19 pour démontrer que nous étions en complet désaccord avec le Parti. Nous estimons encore avoir eu raison dans la position que nous avons prise à cet égard, car on ne nous a pas démontré notre erreur. Si, comme le cam. Lénine l'a dit, nous avons commis quelques sottises, nous devons constater ici que nous n'avons pas été les seuls à les commettre. Si la position adoptée par nous était erronée, le Comité directeur du Parti, lui, n'en avait pris aucune, et c'est bien ce que nous lui reprochons. Ce n'est que lorsque la classe a été sous les drapeaux que le Parti Communiste a élaboré le manifeste que Bela Kun commentait hier. Nous le répétons, il y a un grand écart entre l'adoption des 21 conditions et leur application en France, un grand écart entre la parole et l'action. Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer l'action du groupe parlementaire communiste depuis le Congrès, où, quoi que l'on dise, on n'a fait qu'une action essentiellement anti-communiste. Seul Vaillant-Couturier a essayé de faire germer la bonne propagande communiste. Par contre la besogne de Cachin à la Chambre fut plutôt une besogne d'opposition gouvernementale.

En ce qui concerne l'exclusion du cam. Frossard, je crois que les camarades du Luxembourg exagèrent. Nous estimons sans doute que Frossard n'est pas communiste. Mais il est foncièrement et sincèrement révolutionnaire. On ne peut le rendre responsable des écarts du Parti. Si Frossard dirige mal ce parti, c'est que le Comité directeur veut bien se laisser diriger par Frossard. Exclure Frossard! Tous se dresseront contre cette proposition déplacée et nous pensons que pas un membre du Comité Exécutif ne s'y ralliera.

Van Overstraeten (Belgique): La question de l'attitude du Parti Communiste français doit nous préoccuper particulièrement en Belgique. Toute sottise réformiste, commise en France, trouve aussitôt sa répercussion chez nous. Le cam. Trotski a démontré aux camarades du parti communiste français que leur tâche la plus pressante est de rechercher un rapprochement avec les syndicats. Tous les orateurs ont constaté que le Parti Français n'est pas assez communiste, ce à quoi s'oppose la tradition du syndicalisme révolutionnaire de France. Le rapprochement nécessaire entre le P. C. F. et le syndicalisme français ne pourra se faire qu'en cours de lutte. Il est très caractéristique que Frossard n'ait pas abordé de front le problème du rapprochement du P. C. F. et des syndicats. C'est qu'il sent qu'il serait redoutable pour lui-même et pour tous les opportunistes d'animer le Parti par l'énergie du syndicalisme révolutionnaire. C'est cependant à cela qu'il faut viser. L'opportunisme du Parti doit être vaincu par son rapprochement avec le syndicalisme révolutionnaire. S'il ne renouvelle pas son sang de cette manière, il s'en ira de plus à la dérive.

Heckert: Lénine et Trotski se sont abattus sur le soi-disant opportunisme de gauche du cam. La porte et des camarades luxembourgeois. Il me semble qu'ils valent mieux que l'ironie qu'on leur accorde. Il y a dans leurs discours des vérités incontestables dont il faut savoir profiter. Nous ne sommes pas réunis ici pour faire de l'ironie ou pour nous disputer, mais bien pour faire progresser la révolution prolétarienne dans le monde entier. L'une des tâches pratiques les plus pressantes qui incombent à notre Con-

grès consiste à contribuer à ce que communistes et syndicalistes français s'unissent. Il faut que nous donnions au parti français les principales directives. Il faut que nous lui disions: Vous devez devenir actifs, vous ne devez pas laisser passer des questions importantes sans prendre position à leur sujet. Vous devez veiller à prendre pied dans les syndicats et même à vous mettre à la tête du mouvement syndical pour les dégoûter de leur inaction.

Koritzschoner: Chaque pays possède son Frossard, type de l'opportuniste tâillon, aussi bien que son Lorient, qui de son nom révolutionnaire couvre la tactique opportuniste de l'autre. A coup sûr, chaque parti doit posséder des opportunistes, c'est inévitable. Mais ce n'est pas à dire qu'on puisse abandonner aux opportunistes le gouvernail du Parti. En tout cas, les dangers du bon sens de la droite sont bien supérieurs à ceux des bêtises de la gauche.

Lorient: Les différents orateurs qui se sont succédés n'ont guère apporté sur la question du Parti Français d'arguments nouveaux. Sur la presque totalité des critiques nous sommes absolument d'accord avec ceux qui les formulent. Toutefois, nous n'en pouvons accepter quelques-unes. Il ne faudrait pas par exemple que le Comité Exécutif puisse croire un seul instant qu'un délégué du Comité Directeur français ait pu dire, comme l'a assuré Bela Kun, que le Parti était contre la propagande dans l'armée. D'autre part, on a accusé le Parti de n'être pas maître de son action, et en même temps on encourage la tendance divisionniste des jeunes. Est-il normal, que les jeunesses viennent devant l'Exécutif de Moscou comme une organisation autonome pour attaquer et critiquer le Parti Français? Le cam. Zinoviev prétend que le danger présenté à gauche dans le Parti par le mouvement des jeunes est moins dangereux, que l'opportunisme de droite, il se trompe. Imaginez ce qui serait arrivé si, obéissant aux jeunes, le Parti avait pris sur lui de les suivre et de décréter l'insurrection.

Tahlheimer se déclare pour la suppression du Comité de la 3ème Internationale. Mais il ne peut disparaître que par nos efforts, d'une façon progressive. Nous sommes décidés à faire le nécessaire dans ce sens.

Dans toutes les critiques qui ont été formulées on a bien souligné les erreurs de ceux qu'on appelle les opportunistes français, mais on n'a pas déterminé la raison des fautes commises. Si on exige dès sa formation, qu'un parti Communiste soit parfaitement à la hauteur de sa tâche, il faut qu'à l'origine ce parti communiste ne soit composé que de communistes éprouvés, ce qui est impossible. La formation et le développement d'un parti n'échappe pas à certaines lois ethniques, à l'influence de cette mentalité collective qui est un caractère de race, et à celles des faits historiques qu'il ne dépend de la volonté des hommes de contrecarrer. Il y a enfin des responsabilités personnelles, mais qui ne sont pas françaises. Ainsi le cam. Lozovsky et après lui d'autres camarades, lorsqu'ils étaient chez nous, n'ont pas suffisamment précisé leur point de vue communiste. Leur position était loin d'être aussi nette que, maintenant leur critique. S'ils n'ont pas agi comme ils devaient agir, c'est que l'expérience leur manquait pour interpréter la situation en véritables communistes. Je vais plus loin: il y a une autre responsabilité dans la formation du Parti Français, celle de vous tous, qui nous critiquez aujourd'hui, celle du Comité Exécutif représenté par Zinoviev. Nont-ils pas, en effet, accepté les propositions que nous leur présentions et qui déterminaient les formes de la constitution du P. C. F.? En somme, d'après la lettre du cam. Zinoviev, nous pourrions avoir la présence de Longuet à l'intérieur du Parti Communiste. Les responsabilités sont donc générales et il me paraît puéril de vouloir les limiter par un jeu de critique vaine.

A notre retour en France, l'Exécutif ayant pris position contre l'exclusion de Frossard, nous n'allons pas exclure nos opportunistes, nous les engagerons seulement à agir en communistes. Mais on ne s'improvise pas communiste, on le devient par une formation d'esprit spéciale. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour. Devrons-nous donc refaire de „L'Humanité“, la tribune de toutes les opinions, ou bien nous borner à un travail intérieur ignoré de la masse? Voilà le dilemme sur lequel l'Exécutif devra nous apporter quelque clarté.

On nous propose une commission. Nous l'acceptons. Mais c'est surtout du Congrès que nous attendons les directives. C'est sur elles que nous comptons pour rendre communistes Cachin, Frossard et les camarades de même formation d'esprit, convaincus que nous sommes de leur honnêteté et de leur bonne foi.

Julien indique qu'on ne peut con-

centrer les débats sur les seules personnalités de Cachin et de Frossard.

Vaillant-Couturier: Le cam. Lorient a posé la question sur le véritable terrain. Nous acceptons la responsabilité de ce qu'a fait l'ensemble de notre Parti. Nos camarades au parlement ont été attaqués et avec juste raison. A cet égard je suis aussi coupable que les autres. D'ailleurs, m'est avis, que tant que nous continuons l'action parlementaire, nous nous mettons en France dans une situation bien difficile vis à vis des syndicalistes et vis à vis des masses, dans lesquelles nous entretenons ainsi des illusions démocratiques.

Voyons maintenant la question de la classe 19. Au moment précis où les camarades de la jeunesse nous ont proposé de lui dire qu'elle ne suive pas l'ordre, nous leur avons conseillé de ne pas le faire. Et cela parce que quand on refuse de suivre le gendarme, on doit tuer.

Pour ce qui est du fascisme, nous avons mené une campagne ardente contre le fascisme français (ligne des chefs de sections et ligne civique). Nous ne sommes pas encore un parti communiste, mais nous avons déjà pris l'initiative de faire d'une façon illégale et sérieuse l'action pour l'armement du prolétariat.

Pour ce qui concerne la politique vis à vis des syndicalistes, je voudrais entendre nos camarades syndicalistes eux-mêmes. Actuellement, quand il faut faire une action, on se heurte toujours à l'objection que les syndicats n'iraient pas. Il faut montrer aux syndicalistes que nous aussi nous sommes de bons révolutionnaires et que nous pouvons aller à l'action avec eux. Il faut que le Parti prenne une direction bien nette pour combattre l'opportunisme et l'esprit de collaboration. Mais en attendant, on ne peut pas demander à un poulet d'être un coq qui chante.

Delagrangé se borne à une rectification de faits. Tout d'abord il répond à Losovsky: „Nous avons dans les syndicats deux tendances: les réformistes d'une part les révolutionnaires de l'autre. Mais les révolutionnaires se subdivisent à leur tour en communistes, syndicalistes révolutionnaires purs et anarchistes. Si l'on vient à parler d'une subordination quelconque des syndicats à l'égard du Parti, il est certain qu'immédiatement nous allons trouver une opposition non seulement des anarchistes, mais encore des syndicalistes révolutionnaires; c'est pour ce motif là que nous resterons sur le terrain de l'autonomie. Mais lorsque nous allons dans les syndicats, contrairement à ce que dit Lozovsky, nous y allons non pas en syndicalistes, mais bien en communistes“. Delagrangé répond ensuite à Bela Kun: „Bela Kun a reproché au Parti de n'avoir pas donné des directives aux municipalités socialistes. Or, à part quelques grandes villes que nous avons pu conquérir, il est faux de dire que nous avons la majorité des municipalités en France. D'ailleurs, l'ordre de mobilisation est transmis directement par les préfets et sous-préfets, de sorte que les municipalités n'y peuvent rien.

Radek: L'Internationale Communiste a deux courants à combattre: celui de droite et celui de gauche, deux courants qui peuvent également être appelés opportunistes. Mais le danger qui nous menace de la droite est certainement de beaucoup le plus important. Nous ne devons pas perdre de vue la lutte contre les bêtises de la gauche, mais c'est la droite qui est notre ennemi principal.

Quelle a été l'attitude du Parti français? Sa presse n'a rien de communiste. Nous n'y voyons pas trace d'une agitation vraiment énergique ni d'une discussion sur les tâches du parti français. En quoi les camarades français ont-ils manifesté leurs tendances communistes? Toute la presse bourgeoise française est brillamment informée de ce qui se passe, tandis que les communistes français viennent nous dire qu'ils ne peuvent pas prendre position à l'égard de tel et tel événement. Cela prouve que le parti français premièrement n'est pas un parti combattif, et deuxièmement, évolue très lentement vers le communisme. Et cependant, les communistes français travaillent au sein d'une nation dont le génie a survolé toutes les révolutions et dont la classe ouvrière est extrêmement sujette à l'influence de la propagande. Si les communistes français veulent manifester de la bonne volonté et faire tout leur possible, nous serons bientôt à même de regarder le parti français avec fierté. Nous voulons avant tout que le parti français se rende bien compte, sente profondément qu'il fait partie de l'Internationale Communiste. Entre les partis et nous il ne peut y avoir place pour des sentiments platoniques. Nous n'exigerons rien du parti de façon dictatorial, mais nous devons exiger de lui que sa ligne de conduite soit nettement déterminée. Nous devons exiger de lui une position claire à l'égard des problèmes qui l'attendent demain. Et lorsque ses exigences seront par lui remplies,

nous pourrions dire que le parti français sera prêt à affronter la lutte décisive.

Zinoviev propose de clore les débats. La proposition est adoptée.

On procède à l'élection de la commission pour l'examen de la situation en France. La composition suivante est adoptée: Lorient, Souvarine, Vaillant-Couturier, Thomasi, Zinoviev, Trotski, Valetzki, Tahlheimer, Gennari et Bela Kun.

Zinoviev: J'ai encore une communication à faire sur la question italienne. Aujourd'hui nous est parvenu un télégramme officiel annonçant la prochaine arrivée de trois membres du parti italien qui sont déjà en route. Il y a deux jours le bureau de l'Internationale Rouge des Syndicats a reçu un télégramme assez

étrange de la Direction Syndicale Italienne. Il y était souhaité que le Congrès International des Syndicats fût renvoyé au mois d'août, sous le prétexte que la Commission Syndicale Italienne avant d'y prendre part voulait étudier les décisions du 3ème Congrès de l'Internationale Communiste. Ensuite, les syndicats italiens exigent que le Congrès des syndicats siège non pas à Moscou mais à Stockholm ou à Reval. (Vive agitation et bruits divers). Nous avons affaire ici à la politique de Serrati. Nous avons notifié au Parti socialiste italien que nous étions disposés à renvoyer les débats sur la question italienne jusqu'à l'arrivée de ses délégués.

La séance est close à minuit.

A L'ETRANGER.

France.

Berlin, 24 VI.—D'après les nouvelles de Paris, les représentants des Gouvernements renversés de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Georgie et du Dagestan, qui se trouvent à présent à Paris ont signé l'engagement de s'unir dans leur lutte afin de "garantir aux peuples caucasiens l'indépendance, le régime démocratique et la prospérité économique". Briand a reçu tous ceux qui ont signé l'engagement. Le "Temps" qui a consacré à cette entente un article de tête, écrit qu'il ne faut pas la considérer comme étant nulle, quoique les représentants des pays caucasiens soient en exil.

Nauen, 27 juin.—La destruction économique de la Lorraine augmente. Sur 89 hauts fourneaux 25 seulement fonctionnent. Les masses ouvrières penchent chaque jour davantage vers le communisme. Les élections municipales de ces dernières semaines ont donné en beaucoup de localités la majorité aux communistes.

Cachin déclare dans l'"Humanité" du 23 juin que dans tous les Etats démocratiques les répressions contre les partis communistes s'exaspèrent. Mais les réactionnaires français ont dépassé tous les autres. Quand le gouvernement mobilisa sans raison la classe 19, il y eut parmi les jeunes soldats une vague de protestation enregistrée par l'"Humanité". Ce mouvement suscita un terrible courroux dans le bloc national. Il en résulte un projet de loi interdisant la propagande sous quelque forme que ce soit contre la caserne, l'armée permanente et la guerre, par voie de réunions, de manifestations, de brochures et d'affiches. Le projet prévoit des peines très sévères: de 6 mois à 5 ans de prison et de 100 à 20.000 francs d'amende. Ainsi les militants actifs seront rapidement privés du moyen de nuire à la société bourgeoise et les journaux communistes seront aussi vite à bout de ressources. Le Parti ne se laissera pas enlever ses dernières libertés sans protester énergiquement. Les Eédérations doivent étudier le projet gouvernemental et les moyens de le combattre. Une explosion d'indignation populaire peut ramener à la raison les initiateurs

de cette loi scélérate qu'ils s'efforcent de faire passer le plus tôt possible à la Chambre. Il n'y a pas une minute à perdre.

Angleterre.

La première question à l'ordre du jour de la conférence du Labour Party était celle de la Seconde et de la Troisième Internationales. Une résolution favorable à l'entrée dans l'Internationale Communiste a été repoussée. La conférence a adopté sans débat une résolutions demandant le renforcement de la IIème Internationale et invitant les ouvriers et organisations socialistes de tout l'univers à un congrès dans lequel devra se cristalliser une nouvelle internationale douée d'autorité.

Nauen, 27 juin.—Une commission représentant les armateurs et les marins anglais a décidé un abaissement des salaires pour remédier à la crise de chômage.

Washington, 26 juin.—D'après les renseignements circulant dans les milieux politiques, le Gouvernement américain exigera de l'Angleterre l'inclusion dans le traité anglo-japonais d'un article sur la neutralité de l'Angleterre en cas de guerre entre l'Amérique et le Japon.

Nauen, 27 juin.—Le shah de Perse dans son discours du trône a déclaré qu'il renonçait au traité avec l'Angleterre pour signer des traités d'alliance avec l'Afghanistan et la Russie Soviétiste.

Italie.

Rome, 25 juin.—Serrati est devenu ces jours derniers l'objet d'une campagne décisive de nature à ruiner sa réputation. L'accusation est portée par le journal communiste de Turin "Ordine Nuovo" qui a publié la nouvelle que Serrati a reçu 20.000 lires d'un certain Ferrari, qui a été reconnu ensuite comme étant un capitaine des carabinieri du roi au service de la police. Serrati reconnaît dans l'"Avanti" avoir reçu de l'argent sans

intérêt, pour un délai indéterminé, d'un individu qui lui a été présenté par Schneider et Morgari Ferrari. Il ajoute que c'est après avoir reçu cet argent qu'il partit au Congrès de Moscou, insinuant que l'argent lui était nécessaire pour faire le voyage. Serrati écrit qu'immédiatement après la découverte de la qualité d'espion de Ferrari il avisa la direction du Parti et ne pouvant découvrir son prêteur déposa chez un notaire la somme de 20.000 lires au nom de Ferrari.

Rome, 25 juin.—Pendant les corps à corps qui se sont produits à la dernière séance du Parlement à la suite du discours du leader fasciste, le ministre du travail Labriola cria au député fasciste qui avait sorti son revolver: "Criminel, scélérate". Giolitti se jeta sur Labriola, l'invitant grossièrement à garder la neutralité. Labriola furieux quitta le banc des ministres et déclara qu'il se retirait du Cabinet. L'incident produisit une grosse sensation. Labriola maintient sa démission.

Rome, 25 juin.—Turrati, dans un grand discours à la Chambre contre le communisme, déclara entre autres: "Actuellement deux forces sont en lutte, l'un veut hâter le cours de l'histoire, l'autre l'arrêter. Mais il y a encore une force, modératrice. C'est la marche inflexible des événements. La violence est une méthode illusoire et inutile de lutte". Sur la collaboration avec la bourgeoisie, Turrati déclare: "Je ne parlerai pour ni contre. Il arrivera ce qui sera dicté par la marche des choses". Le communiste Graziadei fit une réplique décisive aux critiques du communisme, indiquant que la période révolutionnaire de la guerre ouverte n'était pas encore finie.

Allemagne.

Berlin, 24 VI.—D'après des renseignements puisés de sources autoritaires, par un correspondant parisien bien informé du journal "Roul", Briand a reçu les représentants des Gouvernements renversés du Caucase, exclusivement pour se rendre compte du contenu de leur entente fédérative et a déclaré que la France aspire à soutenir les meilleures relations avec les peuples caucasiens. Mais il ne leur a pas promis le soutien direct ou indirect dans leur lutte contre le bolchévisme. Le correspondant ajoute que cela ne signifie nullement le désintéressement de la France pour les affaires caucasiennes, au contraire, elle est toute disposée ici comme dans toutes les parties de l'ancien empire de Russie à influencer toutes les tentatives locales ou pan-russes dans leur lutte contre le bolchévisme.

Pays Scandinaves.

Stockholm, 25 juin.—Le conseil de la Ligue des Nations a décidé de reconnaître la souveraineté finlandaise sur les îles d'Alland. La population recevra des garanties. Au point de vue militaire les îles seront neutralisées avec interdiction d'y élever des fortifications. Branting, au nom du gouvernement suédois a élevé une violente protestation contre cette décision.

Stockholm, 24 juin.—Hier est parti par Revel pour la Russie Soviétiste Villenius expulsé de Suède. Le "Politiken" écrit que pour éviter toute manifestation certains journaux ont annoncé que son départ était remis à vendredi. De grandes forces de police étaient massées sur le port. Néanmoins Villenius était accompagné d'un groupe nombreux de communistes suédois qui lui offrirent un bouquet de roses rouges. Le bateau, démarra aux sons de l'Internationale.

Proche-Orient.

Nauen, 24 juin.—Dans les cercles turcs bien informés on s'attend prochainement à la fusion du gouvernement de Constantinople avec celui d'Angora. Le gouvernement kémaliste, d'après le "Merninj Post" a fait par l'intermédiaire d'une tierce puissance une proposition de paix à la Grèce à condition de restitution aux Turcs de Smyrne et de la Thrace.

Nauen, 27 juin.—On annonce d'Athènes que la Grèce a repoussé la proposition de médiation de l'Entente. Le premier ministre Gounaris a déclaré que la question anatolienne sera décidée par la force de la baïonnette grecque. Gounaris part pour Smyrne. Les Turcs utilisent hâtivement le retard de l'offensive grecque.

Extrême-Orient.

Riga, 25 juin.—La "Vossische Zeitung", analysant la situation stratégique du Japon conclut qu'actuellement ce pays n'est pas encore prêt à une rencontre sérieuse avec l'Amérique. Seuls les militaristes sans autorité du Japon poussent leur pays dans la voie des aventures dangereuses.

Berlin, 24 juin.—Le "Temps" du 28 insère une lettre de Chine. Le correspondant du journal, qui qu'il s'efforce de prouver l'impossibilité complète de bolchéviser la Chine, doit cependant reconnaître que les grèves des mineurs qui ont éclaté dernièrement, sont un phénomène inouï dans ce pas, preuve manifeste du progrès des idées révolutionnaires parmi les femmes laborieuses chinoises. Le danger est encore accru par la pénible situation économique d'une grande partie de la population. D'ailleurs le correspondant bourgeois se console en pensant que la Chine est encore profondément ignorante et n'a aucune des organisations de classe nécessaires pour coordonner les émeutes révolutionnaires.

Londres 23 juin. Le correspondant du "Daily Express" à Tokio a adressé un télégramme sensationnel intitulé: "Les nuages de guerre dans le Pacifique". Il annonce que les sociétés d'assurance japonaises, sur la demande de leurs clients, ont imaginé une assurance contre les risques de guerre entre le Japon et les Etats-Unis, pendant les douze mois prochains. Le correspondant ajoute que les armements navals des deux puissances sont interprétés comme des préparatifs de guerre et que le département de la marine des Etats-Unis vient de donner l'ordre de renforcer la flotte du Pacifique d'une division de dreadnoughts et de torpilleurs

La campagne agricole et ses résultats.

par N. Ossinski.

Fin.

Après la calamiteuse sécheresse du printemps et de l'été de 1920-1921, il est encore tombé très peu de neige. Le printemps a été précoce et chaud les travaux des champs ont commencé trois semaines plus tôt que de coutume. La température d'avril a presque atteint la température normale de juin. En même temps jusqu'au début de mai on a observé dans tout le nord de la Russie et dans le voisinage de l'Oural, des gelées nocturnes qui ont nui gravement aux blés d'hiver. Les pluies les plus importantes sont tombées par endroits à la fin de mars. Le mois d'avril a été sec dans toute la Russie et la pression atmosphérique s'est maintenue très haute. Depuis la fin d'avril la Russie est entrée dans une zone de pluies. Mais la sécheresse persiste à de rares exceptions très localisées, dans les régions touchant la moyenne Volga. La sécheresse frappe ainsi les régions de Samara, Saratov, Simbirsk, la commune allemande, la république tartare, le territoire tchouvach, la province de Tsarinski, et moins fortement peut-être les provinces voisines de Penza, Viatka, Orenbourg et Oufa.

Les 5 premières régions énumérées sont en même temps défavorables au point de vue de la surface ensemencée. Dans pres-

que toutes la mauvaise récolte est certaine et accentuera encore la crise, dont les autres provinces doivent maintenant sortir.

Il est à supposer que les pluies plus fortes qui tombent maintenant dans le reste de la Russie amélioreront les perspectives de récolte.

Vers le milieu de mai, les blés d'hiver étaient appréciés de la façon suivante en considérant la côte 5 comme caractérisant une récolte excellente:

Ukraine	4
Province non productrices	3,5
Provinces productrices de la moyenne Volga	2
Autres provinces productrices	3,2
Caucase, sauf le Don et Stavropol,	récolte moyenne.
Sibirie	récolte moyenne.

Pour les blés de printemps la situation est approximativement la même, avec la seule différence que la distinction est moindre entre les provinces de la moyenne Volga et les autres et que les perspectives de récolte sont plus favorables.

Par contre la récolte de fourrage est partout moyenne, dans beaucoup de cas inférieure à la moyenne, avec la côte

1,5 ou 2. Néanmoins il faut constater que la présente année sera plus favorable que 1920, et nulle part comme le cas s'est alors présenté la fensation ne sera supprimée complètement.

En conclusion du précédent exposé, il sera très intéressant de faire connaître les renseignements concernant la campagne pour l'amélioration des procédés de culture. Les décrets du 8ème Congrès ont laissé aux Comités d'ensemencement le droit de publier des règlements obligatoires sur les procédés de culture à condition de rester dans la limite des choses accessibles à la masse des paysans, ne présentant aucun risque et déjà employés par les cultivateurs les plus industriels.

En exécution de cette décision tous les comités d'ensemencement des provinces ont publié des règlements concernant 1) le labour précoce des jachères, 2) la culture rationnelle des prés, 3) la suppression des végétations parasites dans les endroits où les lots sont partagés entre plusieurs possesseurs, 4) le nettoyage obligatoire des graines avant les semailles, 4) le fumage à telle ou telle époque, etc.

Une mesure qui a la plus considérable importance est le labour précoce des jachères, qui a donné lieu à une immense campagne actuellement terminée victorieusement.

Avec le système des trois assolements qui domine en Russie un tiers du sol cultivable reste inutilisé chaque année pendant tout l'été et l'automne venu est

semé de blés divers. Le labour de ces jachères se faisait depuis des générations au début de juillet et jusqu'à cette date les champs servaient uniquement de pâturage au bétail, qui gâtait la terre en la foulant du pied. En labourant un mois ou un mois et demi plus tôt, on assure une augmentation de moitié au moins de la récolte, comme le prouvent les observations de toutes les stations d'expériences. Ce labour précoce acquiert une particulière importance dans les années de sécheresse car il favorise la conservation de l'humidité et facilite la mise en culture.

Le labour précoce des jachères se heurte à des difficultés résultant du manque de pâturage, du manque de chevaux, de la routine de la majorité des cultivateurs dans chaque localité, même si les éléments avancés ont compris depuis longtemps l'avantage de la mesure.

Pendant la campagne actuelle les comités d'ensemencement ont reçu la charge d'obtenir l'utilisation maximale des jachères, en organisant des pâturages dans des terres spécialement affectées, au bord des routes, qui ont en Russie 60 à 80 mètres de large, dans les bois et les clairières, etc, et aussi en labourant à la rigueur une partie seulement, un tiers ou la moitié des jachères en question et en laissant le reste à la disposition temporaire du bétail.

Le correspondant affirme qu'on sent dans l'air l'approche de la guerre en Orient. Il est impossible de reconnaître d'après les journaux quelle est la position occupée par l'Amérique, sinon une communication Reuter d'après laquelle le Congrès de la Fédération du Travail qui siège actuellement à Denver a voté pour l'éloignement absolu des Japonais et émigrants extrême-orientaux.

Etats-Unis.

Nauen, 24 juin.—D'après les rapports officiels, la réserve d'or des Etats-Unis, entre les mains des possesseurs privés et des établissements publics d'Amérique atteint 3.250 millions de dollars, à savoir les deux tiers de l'or de monde entier.

Chez les Blancs.

Berlin, 24/VI.—La question concernant les émigrés russes sera discutée par la Société des Nations la semaine prochaine. Etant donné que l'organisation de l'aide exige des sommes considérables, les organisations russes anti-bolcheviques aspirent à ce que la Société des Nations prenne ces sommes du fonds appartenant aux gouvernements tsariste et provisoire, et du fonds d'or de 300 millions, assignés dans le temps par la Russie à l'Allemagne, et qui se trouve à présent dans les mains des alliés. Mais cette combinaison n'est pas bien vue par les cercles de l'Entente.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

Syndicalisme et Communisme.

Frossard écrit dans "l'Humanité" du 11 Juin.

„Les deux Congrès-syndical et politique de Moscou vont se saisir de l'importante question des rapports du syndicalisme avec le communisme, des Centrales syndicales avec les Partis communistes, du Soviet international des syndicats ouvriers avec l'Internationale Communiste. Sous une forme rajeunie par la Révolution russe, et dans des conditions il est vrai différentes, c'est un vieux débat qui se rouvre.

C'est en vérité s'attarder aux aspects extérieurs de la question qu'examiner les rapports des syndicats et du Parti, sans fixer au préalable le rôle qui doit être attribué au mouvement politique et au mouvement syndical dans la préparation de la Révolution et, la Révolution faite, dans la transformation de l'ordre social. Suivant que l'on accorde au syndicalisme une valeur révolutionnaire prépondérante et qu'on envisage essentiellement le communisme comme l'organisation autonome des groupes producteurs, il est évident qu'on assigne à l'activité du Parti des limites étroites dont Lagardelle, à Toulouse, précisait le dessin en ces termes: „neutraliser la puissance patronale et neutraliser la puissance politique de l'Etat. Cette politique „pratique, immédiate, saisissable, qui le différencierait des partis démocratiques et l'opposerait à eux“, le conduirait à ne jouer au lendemain de la Révolution qu'un rôle provisoire jusqu'au jour ou selon la formule proudhonienne „l'administration des choses remplacerait le gouvernement des hommes“.

Le retour du syndicalisme à sa tradition révolutionnaire, cela n'est pas seulement, en effet, la substitution d'une méthode d'action directe à une méthode de collaboration de classes, c'est encore et surtout, pour beaucoup de militants ouvriers, le renouveau d'une doctrine qui fait du syndicalisme une vie, et de l'organisation syndicale l'embryon de la société communiste. La doctrine trouvait son expression dans la formule du „syndicalisme se suffisant à lui-même“ dont on s'est tant de fois, dans le passé servi pour contester l'utilité de l'action politique. A des signes qui ne trompent pas, on peut apercevoir clairement que le syndicalisme révolutionnaire, tel que nous venons de le définir, retrouve sa faveur d'antan dans certains milieux ouvriers des plus sympathiques au reste à notre Parti“

Instituteurs communistes.

Le camarade Treint écrit dans „l'Humanité“ du 14 Juin à propos des poursuites contre les instituteurs communistes: Vous, Ligue des Droits de l'Homme, vous radicaux-socialistes, vous proclamez sans cesse la valeur des lois de ce pays. C'est vous qui faites la règle du jeu ou qui la laissez faire. Cette règle, la loi que vous reconnaissez comme légitime est violée par le gouvernement. Et vous vous taisez. Ayez donc au moins le courage de proclamer que vous vous désin-

teressez de la liberté et des droits de l'homme quand il s'agit des communistes.

Votre carence ne nous surprend pas. Pendant la guerre, l'évolution économique qui commande à l'évolution politique s'est accélérée.

Les vieux républicains d'autrefois, ceux qui n'avaient pas d'ennemis à gauche, pendant la guerre, se sont enrichis, abrutis, vendus ou bien ils sont devenus communistes.

La lutte pour la République est devenue la lutte pour le Communisme contre la Capitalisme.

Ce régime ne peut échapper à la Révolution nécessaire qu'en violant sa propre légalité. Il fait la loi, mais il n'a même plus le temps de la changer assez vite.

Nous saluons ceci comme l'indice certain de sa faiblesse et comme le gage du triomphe prochain de la Révolution.

Interpellation Communiste.

Mandaté par le groupe communiste au Parlement, Marcel Cachin a adressé au Président de la Chambre, la lettre suivante:

Paris, le 13 juin 1921.

Je crois de mon devoir, dès le début de la séance de demain mardi 14 Juin, de déposer une demande d'interpellation sur les événements d'Orient.

Le roi des Grecs, appuyé par la diplomatie de Londres, est parti en guerre contre les Turcs. Il va se mettre à la tête d'une armée de plus de 200.000 hommes. Pendant que la flotte grecque bombarde les côtes de la mer Noire, les troupes de terre de Constantin s'apprentent à une imminente offensive.

D'autre part, une division navale anglaise est désignée pour se rendre à Constantinople, où elle doit être arrivée dès mercredi 15 courant. Elle se compose de deux cuirassés, deux contre-torpilleurs et un transport de troupes.

Dans l'aventure guerrière qui se prépare sous nos yeux, quel est le rôle de la France alliée de l'Angleterre? Quelles en seront les répercussions sur le front français que nous maintenons en Cilicie?

Quelle est la nature de la mission confiée par notre gouvernement à M. Franklin-Bouillon en ce moment à Angora? Que deviennent les milliers de malheureux prisonniers français détenus depuis plus d'un an en divers camps d'Anatolie? Plus généralement quelle est la direction de la politique du quai d'Orsay dans le proche Orient?

Telles sont les questions que j'ai l'intention de poser dès demain au chef du gouvernement; les événements apparaissent comme assez graves pour que mes amis et moi en demandions la discussion immédiate.

Alsace-Lorraine.

Poussée révolutionnaire.

Le camarade Aubertin écrit dans „l'Humanité“ du 10 juin:

A la caste capitaliste, aux hobereaux germaniques a succédé une clique de rapine capitaliste, de corsaires républicains, et le prolétariat de son côté n'a, en somme, fait que changer de maître, comme le domestique change de patron métayer.

Aujourd'hui l'industrie jadis florissante, est paralysée: sur 75 hauts fourneaux, 15 au plus sont encore en marche. Une politique d'expulsion haineuse a réduit la main-d'œuvre d'un tiers, remplacée par des éléments étrangers de moindre valeur. Des milliers d'indigènes, par suite de vexations répétées, ont émigré dans d'autres pays, et l'on se demande avec anxiété comment on trouverait la main-d'œuvre expérimentée en cas de reprise inattendue.

Les événements des grèves d'octobre 1919 et avril 1920, où la cavalerie française, à la solde du capitalisme, chargea la foule, femmes et enfants, sont à la mémoire de tous. Je me souviens d'un grand diable d'Algérien qui chatouilla de sa baïonnette un paisible citoyen jusqu'à la porte de sa maison. Je vois la figure bouleversée d'un vieillard aux cheveux blancs, ancien combattant de l'armée de la Loire: „Oh non, me dit-il, ce n'est plus la France que j'ai connue en 1870“. Rien d'étonnant si la classe ouvrière de ce coin de la France, trahie d'un côté, déçue de l'autre, se trouvant par le fait „sans patrie“ (heimatlos), reniée par la bourgeoisie indigène, tourna bride, et enjamba courageusement la barricade de Moscou. Et voilà pourquoi, le regard scrutateur du citoyen Cachin a deviné dans cette foule de travailleurs massée devant lui, l'avant-garde révolutionnaire.

La tâche sera rude, nous en convenons, mais ce qui est certain, c'est que personne ne doute du succès final. Mais il faut pour mener à bien la bataille gigantesque engagée sur tout le front, que cette avant-garde soit secondée et soutenue par l'appui moral de la France communiste toute entière, pour faire face à une presse bourgeoise sans vergogne qui

s'obstine systématiquement à dépendre tout mouvement comme antinational et séparatiste.

Néanmoins, et malgré les vexations dont est l'objet le Parti communiste de la part du briandisme et de tout un monde de mercantis de tout calibre, il y a une pensée qui nous console à travers les péripéties possibles aujourd'hui ou plus tard, celle de savoir que la tourbe capitaliste, secondée par ses magnats salariés et „ensoutanés“, jette par sa tactique réactionnaire et chauvine, le prolétariat encore indifférent dans la fournaise révolutionnaire.

Espagne.

Grève générale à Saragosse.

La grève générale a été proclamée le 8 juin à Saragosse pour protester contre la mise en jugement de deux syndicalistes accusés de double assassinat.

Le jugement a été rendu cet après-midi. Les accusés ont été acquittés. Leur sortie de l'audience a donné lieu à de violents incidents. Un coup de revolver a blessé un gendarme et un soldat, la gendarmerie a chargé.

Un „Rouge assassiné“.

Le 9 juin vers une heure et demie du soir, un inconnu a tué à coup de revolver dans la rue Paralelo, le président du Syndicat rouge des coiffeurs.

(„Humanité“, du 10 juin).

Angleterre.

Les projets du capitalisme anglais.

Le discours prononcé par un financier anglais, l'ex-secrétaire de l'Etat, Mac Kenna, maintenant président d'une grande banque anglaise, nous démontre clairement le projet du capitalisme anglais, à s'enrichir aux dépens des masses ouvrières allemandes. Mac Kenna a abordé la question concernant les répartitions du paiement des dettes de l'Allemagne. Il conseille à ses amis du camp capitaliste d'abaisser le salaire des ouvriers, afin de pouvoir faciliter par cette baisse la répartition des dettes allemandes. L'ouvrier allemand qui a supporté sans protester des sacrifices énormes pendant la guerre, doit, selon l'opinion de Mac Kenna, s'accommoder à ces mesures. Il ne s'agit que d'expliquer à l'ouvrier allemand que s'il ne consent pas à travailler pour un salaire minime, l'Allemagne ne pourra pas s'acquitter, ce qui amènera comme résultat l'occupation étrangère. Ainsi l'industrie allemande aura le travail salarié au minimum et de gros revenus. Tout le faix des dettes de l'Allemagne retomberont principalement sur le dos de l'ouvrier allemand.

Ensuite le chef de l'industrie anglaise déclare ouvertement ce que nous avons toujours affirmé: les capitalistes internationaux sont d'accord à rejeter toutes les conséquences de la guerre sur le prolétariat.

Afin d'éviter à l'industrie anglaise une concurrence dangereuse à la bourse, qui proviendrait de la baisse des salaires du travail allemand ce plan „humain“ a déjà prévu l'exportation de l'Allemagne aux pays alliés de ses matières brutes qu'elle produit en grande quantités, comme le charbon, le bois, le cal, et le sucre.

Ce plan criminel aura comme résultat l'agrandissement du chômage, qui augmentera les misères du prolétariat allemand dans des proportions sans bornes. Ici aussi la faute en est principalement aux indépendants et aux socialistes de droite, qui ont encore la folie de croire qu'il peut y avoir une entente cordiale entre les capitalistes et le prolétariat. Mais l'ouvrier allemand peut se rendre compte d'après ceci, de l'avenir qui l'attend, s'il ne réussit pas à renverser l'insatiable Moloch du capitalisme.

Avis aux délégués de langue allemande.

Mercredi, à 1 heure de l'après midi, aura lieu une conférence du cam. Lozovski, secrétaire général du Conseil International des Syndicats, à l'intention des délégués de langue allemande de tous les pays. Cette conférence aura pour thème: „le mouvement syndical en Russie“ (origine et développement avant et après la conquête du pouvoir). Les délégués de tous pays comprenant la langue allemande sont invités à cette conférence qui aura lieu à 13 heures précises dans la salle ronde de la 2ème „Dom Soïousov (Petrovskii linii, 3ème porte en venant de la Petrovka)“.

De Bulgarie.

Sofia, 27 mai 1921.

Le 24 mai pendant une manifestation nationaliste des provocateurs ont jeté une bombe parmi les manifestants, laquelle a pressé plus ou moins grièvement plusieurs personnes. Au même moment une bande de gardes blanc préalablement organisée et composée de nationalistes et d'étudiants affiliés au parti bourgeois ont attaqué avec le concours manifeste de la police et de la cavalerie le club ouvrier et la maison du peuple. Dans le premier de nombreuses destructions ont été commises et les meubles brûlés, la maison du peuple a été incendiée et réduite en cendres. La police et la cavalerie ont empêché les ouvriers de chasser les agresseurs, ont défendu les massacres et ont pris part eux mêmes au pillage et à l'incendie. De grands dégâts ont été causés à la coopérative ouvrière. Le gouvernement a laissé les incendiaires en liberté mais a arrêté et assommé les communistes et inauguré à l'égard du parti communiste un régime de terreur. Toutefois des meetings considérables et des manifestations ont lieu dans tout le pays, excepté dans la capitale. Le parti communiste a donné l'ordre de défendre les clubs ouvriers par tous les moyens. A la terreur de la bourgeoisie les masses répondront par le cri de „Vive la dictature du prolétariat.“

Salut amical.

KABATCHIEV

EN RUSSIE.

— Le 21 juin a repris le travail à Petrograd la grande fabrique textile Petrovsko-Spaskkaia. Elle sera actionnée exclusivement par l'énergie électrique.

— La section chimique du conseil d'Economie Nationale de Petrograd a mis en marche une 1ère fabrique nationale de couleurs chimiques, dans une usine arrêtée depuis de longues années. Sa production sera réservée d'abord à la Section des Beaux-Arts. En outre la fabrique produira l'encre d'imprimerie.

— A Petrograd dans les 3 clouteries nationales on observe une augmentation remarquable du rendement. L'ancienne fabrique Dumot dépasse de 58% son programme. L'ensemble des trois le dépasse de 50%. Le nombre des journées de travail perdues ne s'élève pas à plus de 2 ou 3%. Il faut ajouter que ces fabriques sont loin d'avoir leur complet de personnel.

— A Odessa une commission présidée par Dzerjinski s'est occupée de réorganiser les transports maritimes.

— En mai la production de pétrole a donné une sensible augmentation sur avril. Les exploitations de Bakou ont donné 13,6 millions, soit 98,3% de leur programme. Grozny a donné pour le naphte à paraffine 6 millions, soit 85% du programme, et pour le naphte sans paraffine 2,9 millions de pouds, soit 109%. Pour Emba les renseignements ne sont pas encore parvenus.

POUR MOSCOU.

Berlin, 23/VI.—L'Union des Syndicats Ouvriers du bas Rhin s'est prononcée à 50 voix contre 44 pour l'adhésion à l'Internationale de Moscou.

POUR LES DELEGUES.

La section d'organisation et d'information de l'Internationale Communiste organise pour les délégués une série de visites dans les divers établissements de la république.

- 1) Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.
- 2) Conseil Central Panrusse des Syndicats.
- 3) Commissariat de l'Hygiène Publique.
- 4) Commissariat de l'Instruction.
- 5) Proletcult.
- 6) Section d'approvisionnement de Moscou.
- 7) Université Sverdlov.

Les délégués désirant prendre part à ces visites sont priés de s'inscrire en indiquant pour lesquelles, chez l'interprète de service de la section d'organisation dans leur logement ou bien au Luxe chambre 2.

Section d'Organisation et d'Information.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.